

PLA. SPÉCIAUX. BERLIN
LONDRES
ADRESSE PARIS (2°) : 142, Rue Montmartre
ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE : HUMANITE-PARIS
TÉLÉPHONE : GUTENBERG 02-57
PUBLICITÉ ANNONCES
142, Rue Montmartre, 142

L'Humanité

JOURNAL SOCIALISTE

Directeur Politique : JEAN JAURES

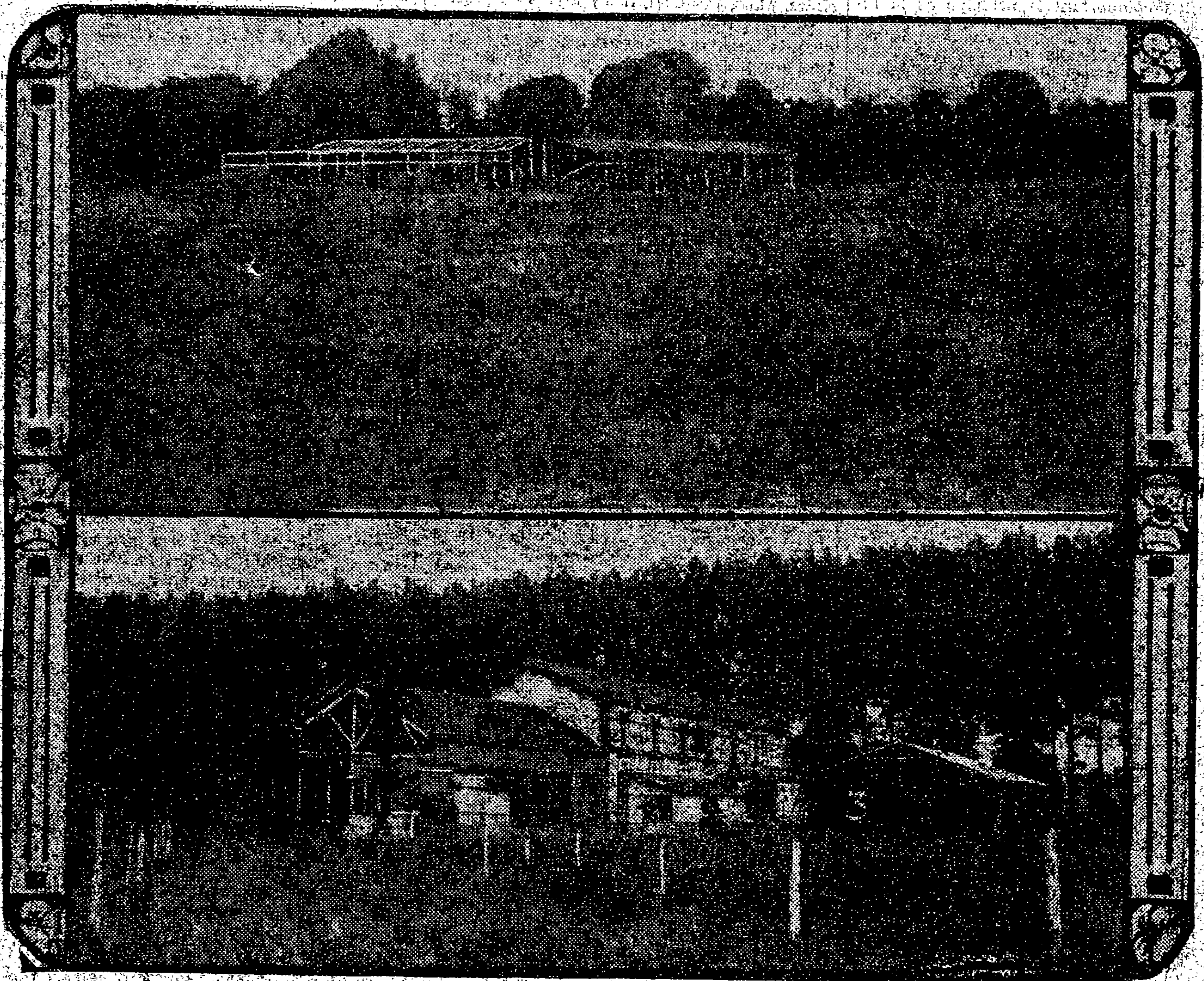
SAMEDI 11 JUILLET 1918

6 Pages — 5°

Le JOURNAL L'HUMANITÉ est vendu en Belgique 6 francs
ABONNEMENTS
SANS FRAIS dans tous les Bureaux de Poste
1 an 6 mois 3 mois 15 jours
France 18 fr. 9 fr. 4 fr. 1 fr.
Départements 21 fr. 10 fr. 5 fr. 1 fr.
Etranger 31 fr. 16 fr. 8 fr. 1 fr.
Union postale 31 fr. 16 fr. 8 fr. 1 fr.

La FÊTE SOCIALISTE de DEMAIN

Pour empêcher l'encombrement, les organisateurs ont ménagé sur le terrain des voies spéciales pour la circulation



1. Un coin du terrain où se déroulera la fête. — 2. Les bâtiments de la colonie. Y seront aménagés : (1) la permanence, (2) le vestiaire pour les nagteurs, (3) la gîte de secours.

On sait, en effet, que la Fête des 100 ans sera une fête pour tous ceux qui veulent assister. Or, il ne suffit pas pour organiser une fête de convoquer les musiciens, les acteurs et ceux qui défilent les drapeaux et les victoires, le plus beau spectacle du monde peut être l'organisation d'un désordre le plus déplorable, par exemple, si la salle est trop petite, si les accès en sont trop resserrés. Ainsi de tout. Bref, il fallait « organiser ». Le cadre du festival avait été trouvé, il fallait avoir prévu l'amenagement des voies d'arrivée, tracer sur le terrain lui-même un plan tel que la circulation et le stationnement y fussent assurés simultanément, etc.

On peut dire que c'est cela, arriver à pied, les quatre allées partant du rond-point aboutissant au vaste espace circulaire réservé à la périphérie, tout le long duquel s'espacent les tribunes pour les orateurs, les magasins volants des comités, les estrades pour les musiciens. L'important était de ménager pour la circulation constante ces quatre larges chemins sur lesquels, dans l'intérieur général, on ne devra pas stationner, l'espace s'offrant partout ailleurs pour s'installer, s'arrêter, camper en groupes ou isolément.

Le programme

Avant en mains ce plan du terrain d'une part, et d'autre part le programme qu'on trouvera en arrivant, chacun pourra, en quelque sorte, arranger sa journée. Si les pêcheurs à la ligne, ont été invités à prendre part à un grand concours, c'est qu'on a voulu leur assurer, sous les arbres qui bordent le canal, un minimum de tranquillité. Car il est, à prévoir que les onze heures, heure à laquelle on commencera à déjeûner sous bois, l'affluence sera grande. Les militants voudront, en effet, se mêler ou assister en nombre, à la démonstration et au cortège, auxquels donnera lieu, à une heure et demie, l'arrivée des élus législatifs et municipaux à Pavillons-sous-Bois.

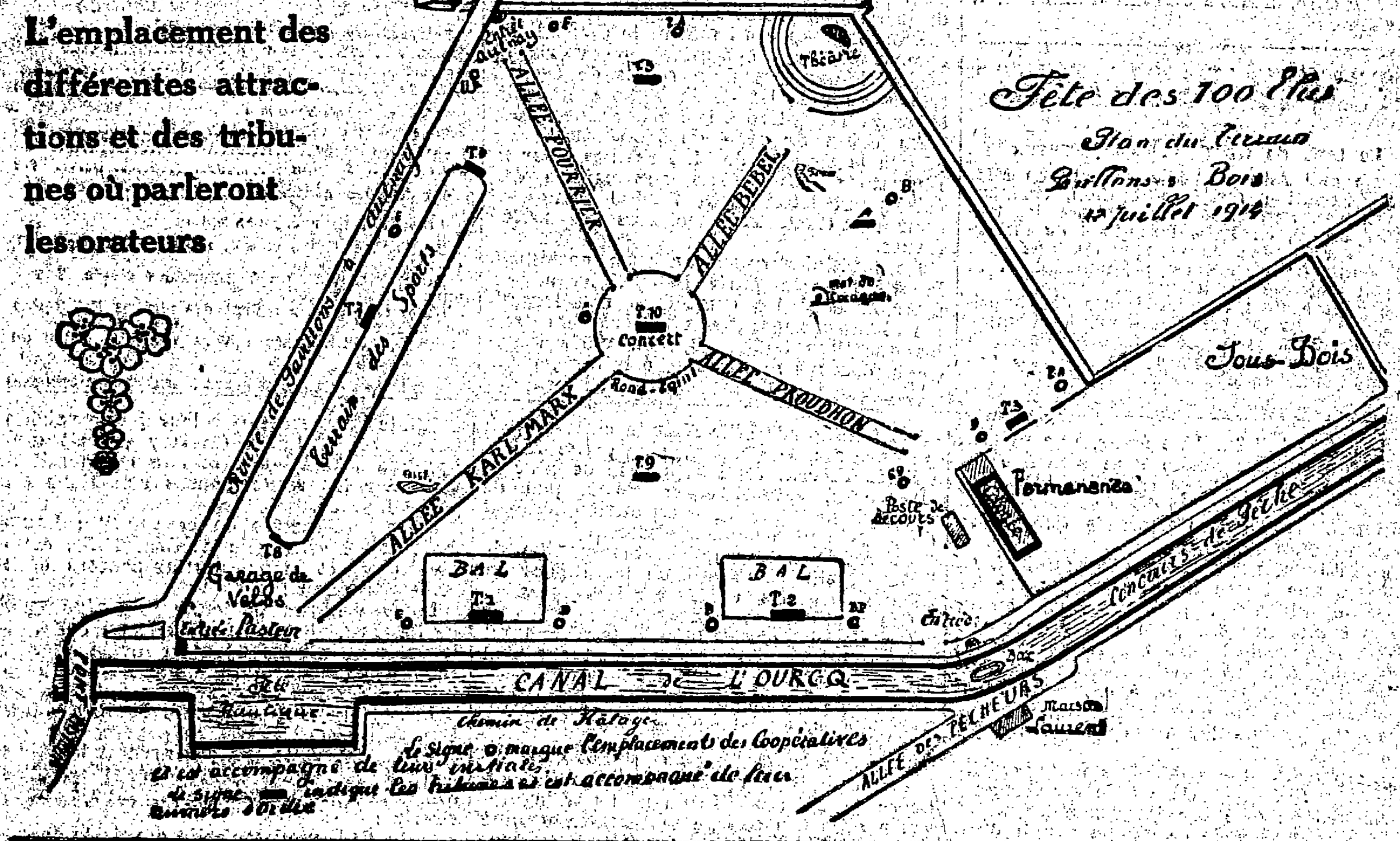
On peut dire que c'est cela, arriver à pied, les quatre allées partant du rond-point aboutissant au vaste espace circulaire réservé à la périphérie, tout le long duquel s'espacent les tribunes pour les orateurs, les magasins volants des comités, les estrades pour les musiciens. L'important était de ménager pour la circulation constante ces quatre larges chemins sur lesquels, dans l'intérieur général, on ne devra pas stationner, l'espace s'offrant partout ailleurs pour s'installer, s'arrêter, camper en groupes ou isolément.

On dansera au bord du canal. Sous les arbres du bois on goûtera. Les champions de la Fédération socialiste se mettront en ligne successivement, tandis que les nagteurs disputent le match amputé de water-polo. Et les buffets ne chômeront pas.

Qu'on veuille se rendre d'un point à l'autre, le mieux sera, répétons-le, d'embrasser une des quatre grandes allées. Elles n'ont pas été tracées pour rien. Elles signifient pas couler et de même que ceux qui veulent circuler doivent pouvoir circuler à l'aise, de même ceux qui veulent s'asseoir et stationner doivent pouvoir s'installer en toute tranquillité.

Trois cent cinquante commissaires veilleront à tout ; seront à la disposition de tous ; mais d'ores et déjà chacun peut, en consultant programme et plan, arranger sa journée.

L'emplacement des différentes attractions et des tribunes où parleront les orateurs



R.P., la R.F. et la T.S.F.

M. Raymond Poincaré va partir en Russie. La continuation des séances de la Chambre pour le vote du budget a obligé le protocole à s'engager pour que la séance du président reste « invisible » et présente. Et voilà ce qu'on a imaginé. D'abord M. Viviani ne partira pas par mer, il rejoindra le président à Saint-Petersbourg, par voie de terre. C'est un sacrifice consenti par notre président du conseil, mais atténué, croyons-nous par ce fait que notre Premier n'est pas parfaitement insensible aux mouvements de la mer.

Ce n'est pas tout. S'il y a des signatures urgentes à donner, comment fera le président de la République ? Voici : il a laissé un certain nombre de signatures en blanc.

on lui communiquera par télégraphie sans fil le texte des documents à signer, et par télégraphie sans fil il donnera l'autorisation d'employer les blancs-seings.

M. Raymond Poincaré peut partir. La République française n'en mourra pas.

Lire en deuxième page

Fleurette

par

Emile POUGET

VIENT DE PARAÎTRE

Compte rendu
DU
Congrès d'Amiens

Le Parti socialiste vient d'éditer le compte rendu sténographique du onzième Congrès national, tenu à Amiens les 25, 26, 27 et 28 janvier 1914.

Tous les militants doivent posséder ce fort volume, dans lequel ils trouveront notamment tous les débats relatifs à la tactique électorale du Parti et les résolutions votées. Le prix du volume est de trois francs. L'ouvrage est en vente à la Librairie du Parti socialiste, 142, rue Montmartre.

Le moment difficile

Les partisans forcenés, des trois ans ou sont pas très sûrs d'eux-mêmes, et ils sont un peu comme ces malades qui cherchent dans le regard le plus distrait une promesse de vie, un encouragement dans le geste le plus banal. C'est ainsi qu'ils voient une victoire pour leur thèse dans la voie de la Chambre adoptant les crédits extraordinaires d'armement, et certaines dépenses exceptionnelles résultant de la loi de trois ans. Le Temps et les Débats vont jusqu'à dire que ni les socialistes ni les radicaux unifiés n'ont protesté. Ils oublient que nous avons été 206 à voter contre ces crédits. Ils oublient surtout que bien des députés hostiles aux trois ans ne vaudraient pas cependant refuser les crédits nécessaires au fonctionnement de la loi tant qu'elle est la loi.

Non : ce n'est pas ainsi que se posera le problème. La question redeviendra aiguë à la rentrée d'octobre quand le gouvernement déposera les projets promis et annoncés sur l'éducation de la jeunesse et l'organisation des réserves. Alors toute l'institution militaire sera naturellement soumise à révision.

Et puis, ce sont les difficultés financières devenues sensibles à tous qui susciteront à nouveau le problème et avortent le pays. Déjà à cet égard la journée d'hier a été bonne. Le déficit s'est dressé devant la Chambre, « comme le géant à la face effarée » dont parle Hugo. Il a fallu avouer qu'un milliard au moins manque au budget. Comment comblera-t-on le gouffre ? Péniblement, M. Noulens, pressé de s'expliquer, arrive à quatre cents millions d'impôts nouveaux. Il en manque encore six cents. Impôt personnel et progressif sur le revenu, impôt progressif sur le capital, grands monopoles fiscaux, monopole de l'alcool, des assurances, du pétrole. Il faudra tout essayer, tout mettre en œuvre. M. Noulens a le pressentiment du terrible effort auquel il sera condamné, et il ne se risque qu'à des paroles sibyllines. En vain Thomas, Sembat, Bedouce l'ont pressé. En vain, ils lui ont démontré qu'il fallait oser, lier le problème fiscal à un grand mouvement social et politique. Il laissait retomber sur le terrible budget de 1915, son vœu de voir des voiles épaissies. Mais les députés socialistes ont déchiré ces voiles, et le sonnet « montrera » sa tige et allongera ses crinées en disant : Il me faut un milliard d'impôts nouveaux.

Ce jour-là, qui est proche, la question des trois ans se posera à nouveau. Et ce sera pour les dirigeants un moment difficile à passer.

JEAN JAURES

Le Cheval est-il en voie de disparition ?

Peut-être la question est-elle posée sous une forme trop générale, puisqu'elle pourrait être résolue que par une enquête générale, qui n'a pas été faite et qui serait bien difficile à faire, étendue, comme elle devrait l'être, à tous les chevaux de la terre.

Ce qui semble exact, c'est qu'au moins dans les villes il y a dans l'ensemble diminution du nombre des chevaux par réduction de la traction animale. Une statistique, récemment publiée aux Etats-Unis, indique que le pourcentage de cette diminution s'est élevé à 44 pour Indianapolis, 5,9 pour Columbus, 8 pour San Francisco, 2,4 pour Saint-Louis, 2,1 pour Omaha, 0,8 pour New-York, 0,5 pour Chicago ; 2 pour une dizaine d'autres villes.

Le Sénat

CONTRE LA CHAMBRE ET LES POSTIERS

La Commission des finances a repoussé les crédits relatifs aux indemnités de résidence des sous-agents

On sait que la Chambre, par plus de 500 voix, a rétabli, dans le budget des postes, les crédits repoussés par le Sénat et qui ont pour but de donner aux sous-agents des postes de Paris des indemnités de résidence égales à celles des agents.

La commission sénatoriale des finances a fait, hier, sous la présidence de M. Peytral, une réponse inattendue à ce vote formidable. De toute la force de ses quatorze membres présents — quatorze sur vingt-cinq — elle a maintenu son refus d'accepter ces crédits.

C'est M. Dupont, rapporteur du budget des postes, un riche industriel, dont l'état d'âme n'est guère différent de celui de M. Touron, qui a mené les treize braves au combat.

Après le départ de M. Thomson, ministre des postes, qui avait fait appel au sens politique de la commission aux vides nombreux, le terrible M. Dupont, debout sur le roc de son amour-propre, a vitupéré, tonné et fulminé — si bien que M. Trouillot, qui avait fait mine d'être du côté de la Chambre, et des postiers, leva comme les treize autres, une dextre vengeresse.

Les facteurs de Paris auraient tort de s'émouvoir et de s'irriter avant l'heure. Le Sénat, dans cette question, aura le bon sens d'ignorer comme il a agi dans celle de la semaine anglaise. Il ne voudra pas s'engager une fois de plus, contre le deuxième vote, presque unanime de l'autre Assemblée.

N'a-t-il pas, d'ailleurs, un bon prétexte qui sauvera sa conscience ?

M. Dupont, son rapporteur, dans le premier débat, écarta la question comme une simple muscade, si bien que le ministre lui-même n'y vit que du feu. C'est un tour que l'on ne fait pas deux fois.

A. M. M.

Nombre de nos abonnés à ce jour :

13.868

LA RÉVOLUTION MEXICAINE SERAIT A LA VEILLE DE TRIOMPHER

La seconde ville du Mexique EST prise par les constitutionnalistes

Les constitutionnalistes mexicains font de constants progrès.

Après l'importante victoire de Zacatecas, voici qu'ils triomphent encore en s'emparant de Guadalajara, la seconde ville du Mexique, au point de vue de l'importance, située à moins de cinq cents kilomètres de Mexico.

Une dépêche de M. Zubaran, ministre de l'intérieur du cabinet Carranza, adressée à M. Sanchez Azcona, l'envoyé spécial en Europe du gouvernement constitutionnaliste mexicain, affirme qu'après un combat acharné le gros des troupes du général Obregon s'est emparé de Guadalajara, tandis qu'une autre partie des troupes poursuit l'ennemi en fuite.

La même dépêche ajoute que le général Obregon, non seulement a fait 5.000 prisonniers et s'est emparé d'une grande quantité d'armes et de munitions, mais aussi qu'il peut facilement recruter et armer quinze mille hommes pour marcher incessamment sur Mexico.

En outre, une dépêche d'agence datée de Nogales annonce que les troupes fédérales seraient sur le point d'évacuer Guaymas, le port de mer le plus important de l'Etat de Sonora.

Pour compléter le plan — que nous avons exposé ici même — de l'état-major constitutionnaliste, les révolutionnaires n'ont qu'à prendre San-Luis-de-Potosi et Queretaro. Alors ils auraient la route de Mexico complètement libre.

S'il est vrai — comme l'annonçait le Temps d'hier — que M. Lanza, le ministre des finances du Mexique, s'est embarqué le 9 juillet pour l'Europe, où il va accomplir une mission financière, il faut admettre qu'il a choisi un bien mauvais moment et qu'il risque fort de perdre son portefeuille en route, car les constitutionnalistes ont annoncé maintes fois qu'ils ne ratifieront aucun acte ni aucune nomination dont le gouvernement du général Huerta se serait déclaré responsable.

La presse des Etats-Unis continue à se montrer très favorable aux constitutionnalistes. La revue The Literary Digest, arrivée hier à Paris, publie les opinions des News, de Chicago ; de l'Evening Post, de New-York ; du Journal de Milwaukee, et



(D'après le Literary Digest) POUR RENDRE LA RÉVOLUTION POPULAIRE

Le secrétaire du général Carranza distribue de l'argent aux pauvres de Saltillo

de plusieurs autres publications importantes, dans lesquelles on affirme que le seul moyen d'établir un gouvernement stable au Mexique, c'est de reconnaître le général Carranza et son armée de 100.000 hommes.

Le même Literary Digest publie la gravure que nous reproduisons aujourd'hui accompagnée de cette légende significative :

De cette gravure, où l'on voit le secrétaire du général Carranza distribuant de l'argent parmi les pauvres de Saltillo, ressort nettement que les constitutionnalistes ne comptent pas gagner toutes leurs victoires à la pointe des baïonnettes.

Les dépêches de source constitutionnaliste et américaine sont d'accord pour admettre que la victoire de la révolution est proche.

Puisse-t-elle être définitive et débarrasser enfin le peuple mexicain du cauchemar de la guerre.

FABRA RIBAS.

LE BUDGET A LA CHAMBRE

Les Élus Socialistes dénoncent l'énormité du Déficit ET RÉCLAMENT DU GOUVERNEMENT une Politique Financière large et hardie

La Chambre, siégeant matin et soir, a procédé hier à la discussion générale du projet de loi de finances fraîchement émané du Luxembourg. Les députés bourgeois n'ont pas beaucoup brillé par la loquacité. Ce sont les élus socialistes qui, seuls, ont soutenu l'effort de cette discussion.

Sembat, et après lui Thomas, ont insisté avec vigueur pour que le gouvernement, en présence de l'immensité des déficits ouverts dans le budget national, par la politique d'impérialisme imbécile et vaniteux, se comprît à la bourgeoisie française, s'engageât dans des voies financières et fiscales nouvelles. Bedouce, après avoir constaté que le gouvernement n'avait nullement répondu, a joint son insistance à celle de ses amis. M. Noulens s'est borné à des apologies satisfaisantes de l'état présent du Trésor ; il a toutefois annoncé qu'il apporterait à l'automne, un impôt sur le capital et des projets relatifs à l'alcool.

Tout cela est bien pâle, bien médiocre, bien fade. Il n'y a plus d'audace dans la bourgeoisie d'aujourd'hui.

A la séance du matin, sur les derniers chapitres du budget des travaux publics, M. Georges Bérard a posé à M. René Renoult une question relative aux éboulements de Paris.

Le ministre des travaux publics a répondu que les travaux se poursuivent rapidement pour la réparation des égouts, la consolidation des maçonneries. La circulation pourra être bientôt complètement rétablie. Quant aux causes de la catastrophe, l'enquête suit son cours. Elle sera close dans une dizaine de jours. Il est donc impossible de produire des conclusions à l'heure actuelle.

LES PETITS CHEMINOTS

M. Cécillon demande ensuite au ministre s'il entend défendre au Sénat le projet voté par la Chambre pour assurer aux petits cheminots la retraite à laquelle ils ont droit.

M. René Renoult répond que la commission du Sénat propose un texte différent se rapprochant de celui qui fut présenté par M. Augagneur. Lorsque ce texte sera élaboré, le ministre le comparera à celui de la Chambre qu'il a d'ailleurs l'intention de défendre devant le Sénat.

En ce qui concerne la durée des journées de travail sur les grandes lignes, M. René Renoult se déclare disposé à soutenir les réductions proposées par son prédécesseur, M. Fernand David.

LA LOI DE FINANCES

Ces questions réglées on aborde la loi de finances du budget de 1914.

Différents discours sont prononcés qu'il faut résumer pour les avoir précieux qu'ils contiennent, car au point où nous sommes les députés bourgeois sont obligés de reconnaître la vérité des constatations de puis longtemps portées à la tribune par les nôtres.

M. Lazard a signalé le premier la gravité de la situation financière. Il faut,

a-t-il dit, l'année prochaine, un nouvel emprunt de 800 à 900 millions. Et M. Lazard a prononcé énergiquement pour une politique nouvelle demandant, aux milieux des ressources nécessaires.

M. Georges Bérard, le député breton, est venu lancer quelques anathèmes puissants contre l'impôt sur le revenu.

M. Emmanuel Brousseau n'est pas un optimiste et il est certain que sa méchante humeur a de quoi s'exercer avec la situation financière. Mais c'est un petit esprit, un « foinard », qui s'amuse à chercher dans notre immense budget de 5 milliards de petits gaspillages de quelques milliers de francs. Ce qui fait dire à Bracke :

« Vous vous occupez des mouches, mais vous ne voyez pas les éléphants ».

M. Cels a reconnu lui aussi que la situation est menaçante. Il estime le déficit réel à 700 ou 800 millions et se prononce nettement pour l'impôt sur le revenu.

LES RETRAITES OUVRIÈRES

On abandonne la loi de finances pour permettre à M. Mirin de poser une question au ministre du travail, en ce qui concerne les retraites ouvrières.

M. Mirin. — On a prétendu qu'il y avait en trop 300.000 parties prenantes qui auraient obtenu, sans droit, les allocations de l'Etat ; qu'il, à raison de 100 francs par an, par personne, entraînerait une dépense annuelle de 30 millions, et, pour dix ans, de 300 millions.

Comment obtient-on ce chiffre ? On prend le nombre de titres distribués jusqu'à la date du 31 décembre 1913, soit 686.018. On y ajoute les titres restant à délivrer et on arrive à un total de 928.000. On compare ce nombre à un chiffre de prévision hypothétique de 750.000 et on déclare que les prévisions ont été dépassées.

On le rapport supplémentaire de M. Fernand Morel, de 1912, évaluait le nombre des assurés obligatoires atteignant l'âge de la retraite en décembre 1913 à 534.000 environ. Le rapport de M. Puech évaluait à 500.000 environ le nombre des assurés.

Le total des prévisions pour décembre 1913 était donc de 1 million 100.000. Nous sommes demeurés au-dessous des prévisions actuelles.

Paul Constant. — Il y a en quelques années, mais on a tort de les généraliser.

M. Courty répond par les chiffres suivants :

M. Courty. — Pour 1910 et 1911, les prévisions sont très supérieures aux dépenses réellement effectuées : c'est ainsi que le service des retraites a reversé au Trésor, en 1911, 10 millions 430.000 francs et en 1912, 31 millions 250.000 ; mais en 1913, les dépenses ont atteint 64 millions 250.000, et en 1914, les dépenses ont dépassé les prévisions de 10 millions.

D'après le recensement proportionnel de 1906, le nombre de ceux qui atteignent l'âge de la retraite, au 31 décembre 1913, à l'allocation qu'à la compensation serait de 1.200.000 ; or, à cette date, on n'avait encore liquidé que 377.000 pensions avec allocations ou bonifications.

Vous voyez que nous sommes encore très loin de la situation actuelle. Pour l'avenir, il faut éviter des erreurs, j'ai l'intention de renforcer le contrôle départemental sur les plans organisés par M. Mirin.

NOUVELLES INTERNATIONALES • DERNIÈRE HEURE

La prochaine Conférence de La Haye

IMPORTANTES DÉCLARATIONS DE SIR EDWARD GREY

Londres, 10 juillet. — A la Chambre des Communes, au cours de la discussion du budget des affaires étrangères, sir Ed. Grey dit que l'Angleterre vient de recevoir de la Hollande l'invitation d'envoyer sept délégués à une commission internationale qui doit se réunir pour rediger le programme de la prochaine Conférence de La Haye.

Il va de soi, dit le ministre, que nous enverrons une réponse favorable, nous ferons observer que si chaque nation doit être représentée, la commission sera probablement trop nombreuse et qu'une commission moins grande sera mieux à même d'expédier le travail. La commission n'aura pas à s'occuper d'ailleurs de la question de la propriété privée en mer.

Abordant la question des armements, sir Ed. Grey dit qu'il n'a rien de nouveau à dire sur cette question si importante et si grave. Il ne s'exprime de mon mieux à cet égard, déclare-t-il, mais il n'y a pas eu de réponse de la part des autres grandes puissances d'Europe.

Toutes les fois que l'Angleterre a essayé de suggérer à un pays étranger une limitation des armements, eh bien ce pays a considéré la proposition comme une tentative à l'effet d'entraver sa liberté d'action et lui a fait mauvais accueil. Il faut donc renoncer à ce procédé direct.

Le procédé indirect consiste à améliorer les relations entre les différents pays. Ces relations se sont certainement améliorées depuis quelques années ; c'est ce qui a permis aux grandes puissances de passer comme elles l'ont fait la crise des Balkans. Cela n'empêche cependant pas les armements d'aller en augmentant.

L'Angleterre n'en est pas responsable. L'augmentation des armements l'an passé n'a pas été en Europe sur la marine, mais sur les armées. Il est difficile de dire comment on pourrait arrêter ce mouvement. On peut se remettre au bon sens de l'opinion publique qui, lorsque le fardeau des dépenses se fait intolérable, interviendra pour qu'on cesse d'accroître les armements. Quant à l'Angleterre, ce n'est pas elle qui a donné l'exemple de l'augmentation des armements, des armées ; au contraire, elle a fait tous ses efforts pour limiter les dépenses.

Les propositions de M. Churchill pour la limitation des dépenses navales n'avaient rien d'offensant pour les nations étrangères. L'Angleterre fera tous ses efforts pour encourager toutes mesures aboutissant à une limitation des armements, mais elle s'opposera à toute proposition tendant à aborder cette question par voie d'invitation directe de puissance à puissance, étant que des invitations de ce genre risquent d'être mal interprétées.

LA CONDAMNATION DE HANSI ET LA PRESSE ALSACIENNE

Strasbourg, 10 juillet. — Commentant la nouvelle de la condamnation de Hansi, le *Nouveliste de Colmar* écrit :

On disait que la cour de Leipzig avait écarté le crime de haute trahison et d'offense retenu que les griefs d'excitation et d'offense. Comment était possible, d'ailleurs, d'acquiescer à la condamnation d'un homme qui n'est pas un criminel ? C'est presque incroyable. De fait, la peine paraît énorme. En cette pénible circonstance, notre sympathie émue et celle de la population du pays vont à Hansi, et, par delà sa personne, à son vénéré père, grand vieillard de 75 ans.

D'autre part, le *Journal d'Alsace-Lorraine* écrit :

Hansi a été condamné, et condamné durement par la cour de Leipzig. Demain ou après-demain, il ira en prison pour un an. Il n'est pas nécessaire qu'on soit en tous points d'accord avec Hansi ; il n'est pas nécessaire que l'on approuve absolument chacun de ses gestes et chacun de ses desseins, pour trouver trop sévère la peine qui lui a été infligée. Devant le malheur qui frappe notre compatriote, il nous reste une chose à faire, c'est de lasser que notre sympathie lui soit égale, parce qu'il souffre après avoir lutté et pour avoir lutté.

IL N'Y AURA PAS DE GRÈVE DES CHEMINOTS EN ITALIE

Rome, 10 juillet. — Le comité central du Syndicat des cheminots dément catégoriquement qu'il ait l'intention de déclarer la grève.

La Fédération des cheminots a déclaré au *Giornale d'Italia* qu'elle est contrainte à toute grève, car elle ne voit pas la nécessité d'un tel mouvement.

FEUILLETON DU 11 JUILLET 1914

LES ROUGON-MACQUART

HISTOIRE NATURELLE ET SOCIALE D'UNE FAMILLE SOUS LE SECOND EMPIRE

La Débâcle

PAR ÉMILE ZOLA

DEUXIÈME PARTIE

II

— suite —

A trois reprises déjà, il avait entendu comme un vol d'abeilles.

— Mais non, dit Jean, en riant, ce sont des balles.

D'autres légers bourdonnements d'ailles passaient. Toute l'escouade tournait la tête, s'intéressant. C'était irrésistible, les hommes renversaient le cou, ne pouvaient rester en place.

— Écoute, recommanda Loubet à Lapouille, en s'amusant de sa simplicité, quand tu vois arriver une balle, tu n'as qu'à mettre, comme ça, un doigt devant ton nez : ça coupe l'air, la balle passe à droite ou à gauche.

— Mais je ne le vois pas, dit Lapouille.

Un rire formidable éclata autour de lui.

— Oh ! le malin, il ne le voit pas !... Ouvrez donc les quinquets, imbécile !... Tiens ! en voici une, tiens ! en voici une !

LA PREMIÈRE RÉUNION DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE L'ULSTER S'EST TENUE HIER

Londres, 10 juillet. — (Par téléphone, de notre correspondant particulier.) — Le conseil nationaliste de Belfast, qui s'intitule gouvernement provisoire de l'Ulster, tenu, aujourd'hui, sa première réunion. Il en a profité pour montrer aux yeux de la population ce dont il était capable et il n'a rien trouvé de mieux à faire que de confier la garde du hall où il tenait sa séance à quatre cents hommes armés jusqu'aux dents. Inutile de dire que sir Edward Carson a passé en revue cette garde d'honneur. Il a été acclamé par des cris de : « Vive le roi Carson ! » Pour quel, qu'il se vante d'être fidèle à son souverain, c'est une appellation peu banale.

La séance a été tenue rigoureusement secrète. L'ordre du jour n'avait pas été imprimé et les délégués arrivèrent sans connaître les sujets dont ils devaient s'entretenir. Naturellement, on n'a fait aucune communication sur ce qui s'est passé. Sir Edward Carson a reçu l'assurance, à ce que l'on dit, que les volontaires de l'Ulster étaient tous prêts et mobilisables à n'importe quel moment. On raconte aussi que sir Edward Carson a prononcé des paroles très graves.

Considérant, aurait-il dit, que les efforts du gouvernement sont de nature à ne pas satisfaire les ulstériens, le temps est venu pour les loyalistes de l'Ulster de remplacer les paroles par des actes. Il faut forcer le gouvernement à changer d'attitude. L'Ulster est inquiet de voir la paix se maintenir et il refuse énergiquement une paix acquise au prix de trahison.

Finalement, le gouvernement provisoire a passé une résolution autorisant le comité exécutif à prendre toute initiative qu'il jugerait nécessaire sans avoir à appeler à nouveau les délégués.

Les membres présents ont dû jurer de garder strictement le secret de la délibération.

LES TROUPES HUERTISTES ONT ÉVACUÉ GUAYMAS

Saltillo, 10 juillet. — Le général Carranza reçoit l'avis que les fédéraux ont évacué Guaymas. — (Havas.)

Les Français quittent Mexico

Mexico, 10 juillet. — M. de La Lanza est parti ce matin pour la Vera-Cruz, d'où il s'embarquera sur le paquebot français *Espagne*, à destination de l'Europe.

Deux trains bondés de Français, ont également quitté Mexico. Ces voyageurs ont aussi l'intention de s'embarquer à bord de l'*Espagne*. — (Havas.)

Les constitutionnalistes attaquent San-Luis de Potosi

Tampico, 10 juillet. — Le général Jesus Carranza et son état-major sont partis aujourd'hui pour San-Luis de Potosi, suivis par deux trains militaires emmenant 1.500 hommes.

L'avant-garde constitutionnaliste aurait déjà commencé l'attaque dans la banlieue de San-Luis de Potosi.

On évalue à 20.000 le nombre des constitutionnalistes qui menacent sans peur la ville. — (Havas.)

Les mauvais traitements dans l'armée allemande

Berlin, 10 juillet. — Le ministre de la guerre a retiré la plainte déposée contre un journaliste pour des articles sur les mauvais traitements dans l'armée.

Le *Vorwärts* et la *Gazette berlinoise* de Mitt estiment qu'après l'issue du procès Rosa Luxemburg, l'attitude du ministre est très compréhensible.

LES ÉLECTIONS DANOISES

La droite perd cinq sièges

Copenhague, 10 juillet. — Les élections du Landsting, qui ont eu lieu aujourd'hui, ont donné les résultats suivants : 20 députés de droite ; 5 conservateurs libéraux ; 20 députés de gauche ; 5 radicaux ; 4 socialistes.

La droite perd cinq sièges.

Parmi les douze députés nommés par le roi, neuf sont partisans du projet de gouvernement relatif à la modification de la Constitution, de sorte que le nouveau Landsting se compose de 38 partisans et de 23 adversaires de ce projet.

Les adversaires de ce projet, Landsting, qui a été dissous, comptait 33 partisans et 23 adversaires de ce projet.

autre. Tu ne l'as pas vue, celle-là ? elle était verte.

Et Lapouille écarquillait les yeux, mettait un doigt devant son nez, pendant que Pache, tâtant le scapulaire qu'il portait, l'aurait voulu étendre, pour s'en faire une cuirasse sur toute la poitrine.

Rochas, qui était resté debout, s'écria, de sa voix gouaenarde :

— Mes enfants, les obus, on ne vous défend pas de les saluer. Quant aux balles, c'est inutile, il y en a trop !

A ce moment, un éclat d'obus vint frapper la tête d'un soldat, au premier rang. Il n'y eut pas même de cri : un jet de sang et de cervelle, et ce fut tout.

— Pauvre bougre ! dit simplement le sergent Sapin, très calme et très pâle. A un autre !

Mais on ne s'entendait plus. Maurice souffrait surtout de l'effroyable vacarme. La batterie voisine tirait, sans relâche, d'un grondement continu dont la terre tremblait ; et les mitrailleuses, plus encore, déchiraient l'air, intolérables. Est-ce qu'on allait rester ainsi longtemps, couchés au milieu des choux ? On ne voyait toujours rien. Impossible d'avoir la moindre idée de la bataille : était-ce même une vraie, une grande bataille ? Au-dessus de la ligne rase des champs, Maurice ne reconnaissait que le sommet arrondi et boisé du Hattoy, très loin, d'ailleurs. D'ailleurs, à l'horizon, pas un Prussien ne se montrait. Seules, des fumées s'élevaient, flottant un instant dans le soleil. Et, comme il tournait la tête, il fut très surpris d'apercevoir, au fond d'un vallon escarpé, protégé par des pentes rudes, un paysan qui labourait sans hâte, poussant sa charrue attelée d'un grand cheval blanc. Pourquoi perdait-on jour ? Ce n'é-

La Situation EN ALBANIE

Prenk Bib-Doda est nommé ministre des affaires étrangères

Berlin, 10 juillet. — (Par téléphone, de notre correspondant particulier.) — On mande de Durazzo au *Berliner Tageblatt* que Prenk Bib-Doda a accepté le poste de ministre des affaires étrangères en Albanie. Il a l'intention de faire savoir aux grandes puissances que les Mirdites se sont retirés et qu'il appartient aux grandes puissances de faire le nécessaire pour la défense de Durazzo.

Avec cet appel, dit le *Berliner Tageblatt*, Prenk Bib-Doda ne crée pas une situation nouvelle. On sait depuis longtemps que la défense de Durazzo est insuffisante, et une demande de protection a déjà été adressée aux grandes puissances par Turhan pacha, au nom du roi d'Albanie.

L'attitude de la Russie

Saint-Petersbourg, 10 juillet. — Le *Reich* annonce que le maximum des concessions, auxquelles la Russie est disposée à l'égard de l'Albanie, consistera à participer à une combinaison financière, si toutes les puissances sont solidaires pour soutenir l'Albanie.

Le départ en congé avant-hier, du prince Troubetzkoff, directeur du département d'Orient au ministère des affaires étrangères, montre l'importance médiocre qu'on attache ici aux événements d'Albanie.

La diplomatie triplicienne fait des démarches pressantes en vue d'amener la Russie à participer à une combinaison financière, en faveur de l'Albanie.

On fait valoir qu'un refus de la Russie pourrait entraîner le refus des puissances de la Triplice de participer à l'emprunt monténégrin, qui fut cependant internationalément garanti lors de l'évacuation de Scutari. — (L'Information.)

Ce que dit le "Gorniale d'Italie"

Rome, 10 juillet. — Le *Gorniale d'Italia* soutient cette thèse que l'Albanie devrait être gouvernée, au moins durant deux ans, par la commission de contrôle, avant la désignation d'un nouveau souverain.

UNE MENACE DE LOCK-OUT EN ALLEMAGNE

Berlin, 10 juillet. — (Par téléphone, de notre correspondant particulier.) — Le *Berliner Tageblatt* apprend de Kottbus : « L'Union des fabricants de l'industrie textile de la région de Lansitz a pris, aujourd'hui, une résolution très grave, qui a pour origine un désaccord relatif aux salaires : 30.000 ouvriers et ouvrières seront congédiés samedi 18 juillet si 55 ouvriers, qui font grève, ne reprennent pas l'ouvrage aux anciennes conditions. »

Le *Berliner Tageblatt* apprend de source sûre qu'il y a quelques chances que le différend soit apaisé et que les ouvriers restent à leur poste.

LA RUSSIE ET LE CONFLIT AUSTRO-SERBE

Saint-Petersbourg, 10 juillet. — Dans un article consacré aux attaques et aux menaces auxquelles les journaux allemands et autrichiens se livrent contre la Serbie, à l'occasion de l'attentat de Sarajevo, la *Novosti Vremia* écrit :

« Les Allemands ne peuvent pas ignorer et n'ignorent pas ce qui se produirait inévitablement si l'Autriche avait l'audace d'attaquer la Serbie. »

« Nos hommes persuadés qu'à Berlin, personne n'aura l'imprudence de vouloir prendre une part de responsabilité dans ce qui paraît se machiner à Vienne contre les Serbes. »

LES DESSOUS DE LA POLITIQUE ROUMAINE

Berlin, 10 juillet. — (Par téléphone, de notre correspondant particulier.) — On mande de Saint-Petersbourg, au *Berliner Tageblatt* :

« Le *Novosti Vremia* publie aujourd'hui des interviews d'hommes politiques de Bucarest, notamment du président du conseil, Brătianu, de l'ancien leader des conservateurs et ancien ministre des affaires étrangères, Mariloman, de l'ancien ministre des affaires intérieures, Tako Joneacu, du ministre des affaires étrangères, Porambaru. »

Tous ces hommes d'Etat ont affirmé que la Roumanie a mis fin à toutes relations étroites avec l'Autriche et qu'elle a définitivement résolu de marcher de pair avec la Russie.

Le *Berliner Tageblatt* ajoute : « Etant donné l'attitude prudente qu'ont adoptée jusqu'à ce jour les ministères Brătianu et Porambaru, il ne semble pas probable qu'ils aient fait des déclarations aussi décisives sur les dessous de la politique roumaine. »

« Une entente avec la Russie ? »

Berlin, 10 juillet. — (Par téléphone, de notre correspondant particulier.) — On mande de Saint-Petersbourg, au *Berliner Tageblatt* :

« Le *Novosti Vremia* publie aujourd'hui des interviews d'hommes politiques de Bucarest, notamment du président du conseil, Brătianu, de l'ancien leader des conservateurs et ancien ministre des affaires étrangères, Mariloman, de l'ancien ministre des affaires intérieures, Tako Joneacu, du ministre des affaires étrangères, Porambaru. »

Tous ces hommes d'Etat ont affirmé que la Roumanie a mis fin à toutes relations étroites avec l'Autriche et qu'elle a définitivement résolu de marcher de pair avec la Russie.

Le *Berliner Tageblatt* ajoute : « Etant donné l'attitude prudente qu'ont adoptée jusqu'à ce jour les ministères Brătianu et Porambaru, il ne semble pas probable qu'ils aient fait des déclarations aussi décisives sur les dessous de la politique roumaine. »

« Une entente avec la Russie ? »

Berlin, 10 juillet. — (Par téléphone, de notre correspondant particulier.) — On mande de Saint-Petersbourg, au *Berliner Tageblatt* :

« Le *Novosti Vremia* publie aujourd'hui des interviews d'hommes politiques de Bucarest, notamment du président du conseil, Brătianu, de l'ancien leader des conservateurs et ancien ministre des affaires étrangères, Mariloman, de l'ancien ministre des affaires intérieures, Tako Joneacu, du ministre des affaires étrangères, Porambaru. »

Tous ces hommes d'Etat ont affirmé que la Roumanie a mis fin à toutes relations étroites avec l'Autriche et qu'elle a définitivement résolu de marcher de pair avec la Russie.

Le *Berliner Tageblatt* ajoute : « Etant donné l'attitude prudente qu'ont adoptée jusqu'à ce jour les ministères Brătianu et Porambaru, il ne semble pas probable qu'ils aient fait des déclarations aussi décisives sur les dessous de la politique roumaine. »

« Une entente avec la Russie ? »

Berlin, 10 juillet. — (Par téléphone, de notre correspondant particulier.) — On mande de Saint-Petersbourg, au *Berliner Tageblatt* :

« Le *Novosti Vremia* publie aujourd'hui des interviews d'hommes politiques de Bucarest, notamment du président du conseil, Brătianu, de l'ancien leader des conservateurs et ancien ministre des affaires étrangères, Mariloman, de l'ancien ministre des affaires intérieures, Tako Joneacu, du ministre des affaires étrangères, Porambaru. »

Tous ces hommes d'Etat ont affirmé que la Roumanie a mis fin à toutes relations étroites avec l'Autriche et qu'elle a définitivement résolu de marcher de pair avec la Russie.

Le *Berliner Tageblatt* ajoute : « Etant donné l'attitude prudente qu'ont adoptée jusqu'à ce jour les ministères Brătianu et Porambaru, il ne semble pas probable qu'ils aient fait des déclarations aussi décisives sur les dessous de la politique roumaine. »

« Une entente avec la Russie ? »

Berlin, 10 juillet. — (Par téléphone, de notre correspondant particulier.) — On mande de Saint-Petersbourg, au *Berliner Tageblatt* :

« Le *Novosti Vremia* publie aujourd'hui des interviews d'hommes politiques de Bucarest, notamment du président du conseil, Brătianu, de l'ancien leader des conservateurs et ancien ministre des affaires étrangères, Mariloman, de l'ancien ministre des affaires intérieures, Tako Joneacu, du ministre des affaires étrangères, Porambaru. »

Tous ces hommes d'Etat ont affirmé que la Roumanie a mis fin à toutes relations étroites avec l'Autriche et qu'elle a définitivement résolu de marcher de pair avec la Russie.

Le *Berliner Tageblatt* ajoute : « Etant donné l'attitude prudente qu'ont adoptée jusqu'à ce jour les ministères Brătianu et Porambaru, il ne semble pas probable qu'ils aient fait des déclarations aussi décisives sur les dessous de la politique roumaine. »

« Une entente avec la Russie ? »

UNE ENTENTE ENTRE L'Autriche et l'Allemagne CONTRE la France et la Russie

Saint-Petersbourg, 10 juillet. — Dans un article intitulé « une entente austro-allemande contre la France et la Russie », la *Vetchernee Vremia* annonce qu'au cours de l'entrevue de Carlsbad le 18 mai, l'état-major et les généraux allemands et autrichiens élaborèrent les bases d'une entente militaire qui fut approuvée ensuite à Konopischt par l'empereur d'Allemagne et l'archiduc François-Ferdinand.

D'après cette entente, l'Allemagne s'engageait à augmenter de deux corps d'armée l'effectif des troupes de la frontière orientale, à augmenter les cadres des sous-officiers renégés, à faire adopter par la Chambre une loi maintenant sous les drapeaux les soldats libérables, à mettre sur un pied de guerre permanent un corps d'armée d'observation à la frontière orientale et à développer la flotte sur la base de quatre nouveaux dreadnoughts et d'unités navales secondaires correspondantes.

L'Autriche, de son côté, prendrait des engagements analogues, relativement à l'augmentation des sous-officiers renégés, le maintien des soldats libérables, la création de corps sur le pied de guerre en observation à la frontière occidentale ; en outre, une augmentation de 30.000 hommes du contingent des conscrits renforcerait les réserves ; l'Autriche construirait une ligne stratégique de Czernowitz à Cracovie, le long de la frontière russe, fortifierait la Transylvanie et créerait en Bosnie deux districts militaires indépendants.

L'article enregistré l'inquiétude qu'il révérait à Berlin de voir la Russie recouvrer un jour le monopole de la vente des céréales, dont l'Allemagne est tributaire, ce qui la mettrait, en cas de conflit, dans une situation critique.

LE NAUFRAGE DU "CALYPSO"

Toulon, 10 juillet. — Le sous-marin *Circé* est arrivé ce soir sur rade, convoyé, pendant le trajet du golfe Juan à Toulon, par le contre-torpilleur *Dard*.

Le *Circé* a été conduit dans la darse de Missessy et sera échoué demain matin sur un dock-pour y subir les réparations nécessaires par son abordage avec le *Calypso*.

L'enquête officielle

Toulon, 10 juillet. — Le vice-amiral Chocquet, commandant en chef l'armée navale, s'est rendu à bord du *Mousqueton*, où il a recueilli auprès du commandant en second et des hommes les renseignements complémentaires sur la perte du *Calypso*. Tous les témoins attestent la présence d'esprit dont firent preuve l'équipage et l'état-major du navire sinistré et les équipages et états-majors des navires qui le secoururent.

Il paraît étonnant que les sous-marins n'aient pu, à cent mètres de distance, l'un de l'autre, quand le *Calypso* bloqua à gauche, fortement. Le *Calypso* n'était plus maître de sa manœuvre d'ailleurs, sur le *Circé*, qui l'aborda, à bâbord, au milieu et à hauteur des moteurs. L'eau s'engouffra par la trouée et le *Calypso* se redressa ensuite et coula. Le matelot Brugier resta accroché au gouvernail de plongée de l'avant et fut entraîné dans le remous. — (Havas.)

CONDAMNATION A MORT

Erreux, 10 juillet. — Emile Gondouin, 25 ans, et Victor Breton, 23 ans, exerçant tous deux la profession de garçon de magasin à Paris, ont répondu, hier et aujourd'hui, devant la cour d'assises de l'Eure, d'une tentative de meurtre sur le marchand des logis Matthey et le gendarme Dusance, de la brigade de Pacy-sur-Eure. Gondouin et Breton étaient accusés, en outre, de nombreux cambriolages commis dans la région de Bernay.

Après un énergique réquisitoire de M. Vincent, procureur de la République, et plaidoiries de Me Chauvin et Maxence, le jury a rapporté un verdict affirmatif.

En conséquence, la cour a condamné Breton à la peine de mort et Gondouin à 20 ans de travaux forcés. — (L'Information.)

LA LIGNE DU CHEMIN DE FER TANGER-FEZ

Madrid, 10 juillet. — Le projet de loi relatif à la ligne de chemin de fer Tanger-Fez, voté hier par la Chambre, sera soumis à l'Assemblée nationale par le Sénat.

La Chambre a voté à l'unanimité des dispositions, visant le rachat éventuel des actions de la compagnie espagnole par le gouvernement royal. — (L'Information.)

L'Enquête sur l'attentat de Sarajevo

LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT AUTRICHIEN

Vienne, 10 juillet. — Les journaux annoncent que le résultat de l'enquête relative à l'attentat de Sarajevo sera publié aussitôt que celle-ci sera terminée. Une partie des pièces constituant, disent-ils, des preuves sérieuses portées à la connaissance du gouvernement serbe et celui-ci serait prié sous la forme diplomatique la plus correcte de favoriser l'enquête dans l'intérêt de la vérité pour pouvoir atteindre les coupables et de veiller à ce qu'il n'y ait l'avenir le mouvement serbe en Bosnie ne soit pas encouragé par des menées ayant leur source en Serbie.

La démarche du baron Giesl de Gieslingen, ministre d'Autriche à Belgrade, aurait lieu cette semaine.

Il faut s'attendre, ajoutent les journaux, à ce que, si la Serbie a déclaré officiellement tout lien avec la campagne, offrant un caractère de haute trahison qui a eu lieu en Bosnie, même les yeux des Serbes qui se sont laissés égarer par la duplicité de la politique serbe devront alors s'ouvrir.

La question de savoir si la monarchie peut se contenter de l'exécution des décisions du conseil des ministres communs, si l'accord survenu à ce conseil des ministres épuise aussi toutes les mesures provoquées par le crime de Sarajevo, dépend en grande partie de la réponse que la monarchie recevra de Belgrade.

Les articles de la "Gazette de Francfort"

Berlin, 10 juillet. — (Par téléphone, de notre correspondant particulier.) — Le *Frankfurter Zeitung* publie un article relatif aux demandes de l'Autriche au gouvernement serbe dans l'affaire de Sarajevo. Le journal est d'avis que les bruits que l'on fait courir à ce sujet ne sont pas raisonnables et il écrit :

« Quelques journaux de Vienne ont demandé qu'on exige de la Serbie de continuer les recherches de police sur le territoire serbe ; que les coupables soient punis et que la grande association serbe des députés, les journaux officiels de Berlin demandent à peu près la même chose, dans d'autres termes. Mais il est évident que les recherches en Serbie ne sont pas une grande chance, car on ne trouvera plus rien qui puisse développer les relations ayant rapport à l'attentat. Il est bien certain que l'on a eu assez de temps pour découvrir la vérité. »

L'ASSASSINAT DE M. ALLIOT

Un suicide à Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, 10 juillet. — (Par téléphone, de notre correspondant particulier.) — On a appris, ce matin, avec stupeur, à Clermont-Ferrand, le suicide de M. Raoul Hardy, marchand-tailleur, bien connu dans toute la région. On s'est donné le mot en se félicitant un coup de revolver dans la poitrine.

Ce suicide a d'autant plus ému l'opinion publique que le nom de M. Hardy avait été prononcé lors du mystérieux assassinat de M. Hardy, l'entrepreneur nantais égorgé sur la place de laude, le matin de la fusillade.

M. Hardy était l'ami de M. Alliot. Il était également en très bons termes avec Mousson et Veillet, qui sont actuellement inculpés et écroués à la maison d'arrêt.

Aussi l'on s'est couronné sa mort tragique, on croit qu'il s'agissait d'un nouveau chapitre sanglant du drame non encore éclairci. Il n'en est rien. L'enquête a établi que M. Hardy s'était suicidé dans une crise de neurasthénie. A la suite d'une discussion qu'il avait eue avec sa femme pour un motif des plus futiles.

Il est démontré qu'il n'a joué aucun rôle dans l'affaire Alliot, mais les tracasseries dont il a été l'objet à ce propos ont dû contribuer à provoquer le geste par lequel il a mis fin à ses jours.

La réfection de la gare Saint-Lazare et de la gare des Batignolles

A une délégation du syndicat des intérêts généraux du quartier des Batignolles, qui est venue l'entretenir de la question de la réfection des gares Saint-Laz

sous peine de 200 francs d'indemnité que la mère, veuve et modeste ouvrière, devra verser à la catroenne.

MARCHANDISES & VALEURS

REALES. Farines.									
MARIS	BLÉS 100 kil.	FARINES 400 kil.		AVOINES 100 kil.					
		Naires	Diverses	Naires	Diverses				
trant...	26 90 50	34 30	34 30 50	19 55	19 55	19 55	19 55	19 55	19 55
chain...	36 35 40	34 55	34 55 65	19 30	19 35	19 35	19 35	19 35	19 35
oct...	36 35 40	34 55	34 55 65	19 30	19 35	19 35	19 35	19 35	19 35
chain...	36 35 40	34 55	34 55 65	19 30	19 35	19 35	19 35	19 35	19 35
nov...	36 35 40	34 55	34 55 65	19 30	19 35	19 35	19 35	19 35	19 35
CRES. Alcools, Huiles.									
MARIS	SUCRE 100 kilos.	L'ALCOOL		HUILES 400 L.					
		ouv.	clos.	ouv.	clos.	lin.	colza.		
trant...	38 57	41 50	41 50	60 55	60 55	73 50	73 50	73 50	73 50
chain...	38 57	41 50	41 50	60 55	60 55	73 50	73 50	73 50	73 50
nov...	38 57	41 50	41 50	60 55	60 55	73 50	73 50	73 50	73 50
chain...	38 57	41 50	41 50	60 55	60 55	73 50	73 50	73 50	73 50
nov...	38 57	41 50	41 50	60 55	60 55	73 50	73 50	73 50	73 50
chain...	38 57	41 50	41 50	60 55	60 55	73 50	73 50	73 50	73 50
nov...	38 57	41 50	41 50	60 55	60 55	73 50	73 50	73 50	73 50
chain...	38 57	41 50	41 50	60 55	60 55	73 50	73 50	73 50	73 50
nov...	38 57	41 50	41 50	60 55	60 55	73 50	73 50	73 50	73 50
chain...	38 57	41 50	41 50	60 55	60 55	73 50	73 50	73 50	73 50
nov...	38 57	41 50	41 50	60 55	60 55	73 50	73 50	73 50	73 50
chain...	38 57	41 50	41 50	60 55	60 55	73 50	73 50	73 50	73 50
nov...	38 57	41 50	41 50	60 55	60 55	73 50	73 50	73 50	73 50
chain...	38 57	41 50	41 50	60 55	60 55	73 50	73 50	73 50	73 50
nov...	38 57	41 50	41 50	60 55	60 55	73 50	73 50	73 50	73 50
chain...	38 57	41 50	41 50	60 55	60 55	73 50	73 50	73 50	73 50
nov...	38 57	41 50	41 50	60 55	60 55	73 50	73 50	73 50	73 50
chain...	38 57	41 50	41 50	60 55	60 55	73 50	73 50	73 50	73 50
nov...	38 57	41 50	41 50	60 55	60 55	73 50	73 50	73 50	73 50
chain...	38 57	41 50	41 50	60 55	60 55	73 50	73 50	73 50	73 50
nov...	38 57	41 50	41 50	60 55	60 55	73 50	73 50	73 50	73 50
chain...	38 57	41 50	41 50	60 55	60 55	73 50	73 50	73 50	73 50
nov...	38 57	41 50	41 50	60 55	60 55	73 50	73 50	73 50	73 50
chain...	38 57	41 50	41 50	60 55	60 55	73 50	73 50	73 50	73 50
nov...	38 57	41 50	41 50	60 55	60 55	73 50	73 50	73 50	73 50
chain...	38 57	41 50	41 50	60 55	60 55	73 50	73 50	73 50	73 50
nov...	38 57	41 50	41 50	60 55	60 55	73 50	73 50	73 50	73 50
chain...	38 57	41 50	41 50	60 55	60 55	73 50	73 50	73 50	73 50

83	50	83	50	Gr. Ceinture	320	372 50
857	70	357	50	de Paris	235	497

[illegible]

Cartes de libre circulation sur cinq zones
à vue de développer le tourisme dans les ré-

Quercy, visitées l'an dernier par M. le président de la République, la Compagnie d'Orléans a de nouvelles cartes d'excursions qui seront mises en vente le 1^{er} octobre 1914, au départ de Paris et des principales gares de son réseau. Elles comportent la libre circulation pendant 15 jours, dans la Région, les départements limitrophes, les stations balnéaires en cinq zones, le flottage d'une barque ainsi le droit de s'installer dans une localité et de voyager de là à sa convenance dans la Région, en effectuant avant de voyager qu'il le veuille.

Elles donnent droit, en outre, à un voyage aller et retour entre le point de départ et un point quelconque de la zone choisie dans la Région. Leur validité est de 23 jours, avec faculté d'extension.

Les cartes de famille offrent une réduction de 25 % sur les cartes individuelles.

Dans parler des sports, qui ont une place importante, d'un immense cinéma et d'une remarquable installation-type de village suisse avec tous ses accessoires, nous arrivons aux diverses expositions des mines, de la métallurgie et de la chimie. On ne peut pas passer sans une bouche à feu, et pour qui connaît ses habitudes de langage son amusement n'a rien que de très naturel. Mais c'est surtout sur les socialistes qu'elle s'épanche d'ordinaire. Dans un des derniers numéros de l'*Economiste français*, elle s'axale contre le Congrès de Washington, qui légèrèment commerciale ou industrielle, devraient être rapides ». Assurément, si les compagnies avaient été laissées libres de majorer à leur gré le prix des transports, il y a longtemps que la majoration de 5 % serait un fait accompli. L'enquête cependant avait sa raison de la consommation

n. sait que depuis le 1^{er} janvier dernier

Compagnie Parisienne de Distribution d'électricité a succédé à l'Union des Secteurs qui avait assuré la distribution du courant d'électricité dans Paris depuis le 1^{er} janvier 1908. Depuis cette même date, les tarifs qui étaient de 7 centimes l'hectowatt pour les usages ont été abaissés à 5 centimes. Cet abaissement des tarifs est comme il était facile à prévoir, une récompense très favorable sur le nombre d'abonnés et sur la consommation d'énergie.

L'on en croit le rapport fait à l'assemblée générale de la Compagnie parisienne ses administrateurs, le nombre des installations en service qui était au 31 décembre 1913 de 132.620, était déjà porté de 141.007, c'est-à-dire une augmentation de 10.477 nouveaux abonnés, la puissance en kilowatts des installations a passé de 250.083 à 260.752 kilowatts.

La consommation de l'énergie électrique représente pour les 5 premiers mois de l'année 45 % de la consommation annuelle et pour les 5 premiers mois de 1913 de 75.982 kilowatts-heure et s'est élevée pour les 5 premiers mois de l'année en cours à 44.653.683 kilowatts-heure : d'où augmentation de 5.277.671 kilowatts-heure, soit de 18,40 %.

On peut se rendre bien compte bien que si la Ville de Paris, produisant en régie et réalisant de plus en plus de gains dans l'industrie électrique, le bien-être de chaque y gagnerait au même temps que la production du pays.

LE CONTRÔLE DE LA PRODUCTION DES ALUMETTES EN RUSSIE

projet de monobole, des alumettes en

nces a l'intention de contrôler plus acti-

nt syndiqué. Les prix ont été augmen-
nt on remarque, par contre, que la
des matières premières n'a pas varié.
que le salaire ouvrier est resté sta-
naire aussi.

EN ALLEMAGNE

Mise en culture des landes

On annonce que le gouvernement prussien
nter une grande expérience intéressante.
nt de mettre en culture les landes et
vision volcanique de l'Elbe, ainsi que
sombrières de la Sphœnsel, ce qui re-
te une superficie d'environ 200.000 hec-
qui, jusqu'à ce jour, ont été complète-
improductifs. Les travaux seront exé-
s sous la direction d'une commission
d'agents du gouvernement et de
alistes qui ont étudié les procédés em-
s en Hollande pour la culture des terres
et des marais.



Pour la publicité des Fêtes et Conférences adresser lettres et mandats :
CAISSE HUMANITÉ, 142, rue Montmartre

CONVOCATIONS

5^e section. — A la Taverne Gauloise, 59, avenue
La Motte-Picquet
La Rampe Boeloe. — Répétition au piano, salle
Muller, 1, rue Paul-Albert (escalier Muller).